



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Jobs and Economic Growth Act

Loi sur l'emploi et la croissance économique

S.C. 2010, c. 12

L.C. 2010, ch. 12

Current to April 18, 2022

À jour au 18 avril 2022

Last amended on July 29, 2019

Dernière modification le 29 juillet 2019

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to April 18, 2022. The last amendments came into force on July 29, 2019. Any amendments that were not in force as of April 18, 2022 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité — lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subsequentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 18 avril 2022. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 29 juillet 2019. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 18 avril 2022 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on March 4, 2010 and other measures

Short Title

1 Short title

PART 1

Amendments to the Income Tax Act and Related Acts and Regulations

Income Tax Act

Income Tax Regulations

Canada Disability Savings Act

Canada Disability Savings Regulations

Canada Education Savings Act

Canada Education Savings Regulations

Canada Pension Plan Regulations

Insurable Earnings and Collection of Premiums Regulations

Regulations Excluding Certain Indictable Offences from the Definition of "Designated Offence"

PART 2

Amendments in Respect of Excise Duties and Sales and Excise Taxes

Excise Act

Amendments in Respect of the Excise Act, 2001

Excise Act, 2001

Customs Act

Application

Excise Tax Act

TABLE ANALYTIQUE

Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 4 mars 2010 et mettant en œuvre d'autres mesures

Titre abrégé

1 Titre abrégé

PARTIE 1

Modification de la Loi de l'impôt sur le revenu et de lois et règlements connexes

Loi de l'impôt sur le revenu

Règlement de l'impôt sur le revenu

Loi canadienne sur l'épargne-invalidité

Règlement sur l'épargne-invalidité

Loi canadienne sur l'épargne-études

Règlement sur l'épargne-études

Règlement sur le Régime de pensions du Canada

Règlement sur la rémunération assurable et la perception des cotisations

Règlement sur l'exclusion de certains actes criminels de la définition de « infraction désignée »

PARTIE 2

Modifications relatives aux droits d'accise et aux taxes de vente et d'accise

Loi sur l'accise

Modifications relatives à la Loi de 2001 sur l'accise

Loi de 2001 sur l'accise

Loi sur les douanes

Application

Loi sur la taxe d'accise

Health Care Services (GST/HST) Regulations	Règlement sur les services de santé (TPS/TVH)
Input Tax Credit Allocation Methods (GST/HST) Regulations	Règlement sur les méthodes d'attribution des crédits de taxe sur les intrants (TPS/TVH)
Making of Regulations	Prise du règlement
91 Making	91 Prise
1 Interpretation	1 Définitions
2 Prescribed classes	2 Catégories réglementaires
3 Prescribed amounts	3 Montants réglementaires
4 Prescribed percentages	4 Pourcentages réglementaires
Coming into Force	Entrée en vigueur
92 April 1, 2007	92 1 ^{er} avril 2007
Interest Rates (Excise Act, 2001) Regulations	Règlement sur les taux d'intérêt (Loi de 2001 sur l'accise)
Interest Rates (Excise Tax Act) Regulations	Règlement sur les taux d'intérêt (Loi sur la taxe d'accise)
Coordinating Amendment	Disposition de coordination
PART 3	PARTIE 3
Amendments in Respect of the Air Travellers Security Charge	Modifications relatives au droit pour la sécurité des passagers du transport aérien
Air Travellers Security Charge Act	Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien
Interest Rates (Air Travellers Security Charge Act) Regulations	Règlement sur les taux d'intérêt (Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien)
PART 4	PARTIE 4
Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006	Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*103 Order in council	*103 Décret
PART 5	PARTIE 5
Customs Tariff	Tarif des douanes
Amendments to the Act	Modification de la loi

Coming into Force	Entrée en vigueur
1645 Deemed coming into force — March 5, 2010	1645 Entrée en vigueur rétroactive — 5 mars 2010
PART 6	PARTIE 6
Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act	Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces
PART 7	PARTIE 7
Expenditure Restraint Act	Loi sur le contrôle des dépenses
PART 8	PARTIE 8
Amendments Relating to Certain Governmental Bodies	Modifications concernant des organismes d'État
DIVISION 1	SECTION 1
Amendments Relating to Certain Governor in Council Appointments	Modifications relatives à des nominations faites par le gouverneur en conseil
Alberta-British Columbia Boundary Act, 1974	Loi de 1974 concernant la frontière entre l'Alberta et la Colombie-Britannique
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1653 Order in council	*1653 Décret
Asia-Pacific Foundation of Canada Act	Loi sur la Fondation Asie-Pacifique du Canada
Amendment to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1655 Order in council	*1655 Décret
Assisted Human Reproduction Act	Loi sur la procréation assistée
Amendment to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1657 Order in council	*1657 Décret
Budget Implementation Act, 1997	Loi d'exécution du budget de 1997
Amendment to the Act (Canada Foundation for Innovation)	Modification de la loi (Fondation canadienne pour l'innovation)
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1659 Order in council	*1659 Décret
Business Development Bank of Canada Act	Loi sur la Banque de développement du Canada
Amendment to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1661 Order in council	*1661 Décret

Canada Grain Act	Loi sur les grains du Canada
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1664 Order in council	*1664 Décret
Canada Mortgage and Housing Corporation Act	Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1667 Order in council	*1667 Décret
Canada Pension Plan	Régime de pensions du Canada
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1670 Order in council	*1670 Décret
Canada School of Public Service Act	Loi sur l'École de la fonction publique du Canada
Amendments to the Act	Modification de la loi
Related Amendment to the Access to Information Act	Modification connexe à la Loi sur l'accès à l'information
Related Amendments to the Financial Administration Act	Modifications connexes à la Loi sur la gestion des finances publiques
Related Amendment to the Official Languages Act	Modification connexe à la Loi sur les langues officielles
Related Amendment to the Privacy Act	Modification connexe à la Loi sur la protection des renseignements personnels
Related Amendments to the Public Servants Disclosure Protection Act	Modifications connexes à la Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1683 Order in council	*1683 Décret
Canadian Centre for Occupational Health and Safety Act	Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1686 Order in council	*1686 Décret
Canadian Centre on Substance Abuse Act	Loi sur le Centre canadien de lutte contre les toxicomanies
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1692 Order in council	*1692 Décret
Canadian Institutes of Health Research Act	Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada
Amendment to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1694 Order in council	*1694 Décret

	Canadian International Trade Tribunal Act	Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur
	Amendment to the Act	Modification de la loi
	Coming into Force	Entrée en vigueur
*1696	Order in council	Décret
	Canadian Race Relations Foundation Act	Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Coming into Force	Entrée en vigueur
*1699	Order in council	Décret
	Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Act	Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Consequential Amendment to the Broadcasting Act	Modification corrélative à la Loi sur la radiodiffusion
	Coming into Force	Entrée en vigueur
*1711	Order in council	Décret
	Canadian Space Agency Act	Loi sur l'Agence spatiale canadienne
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Coming into Force	Entrée en vigueur
*1716	Order in council	Décret
	Canadian Tourism Commission Act	Loi sur la Commission canadienne du tourisme
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Coming into Force	Entrée en vigueur
*1722	Order in council	Décret
	Department of Human Resources and Skills Development Act	Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences
	Amendment to the Act	Modification de la loi
	Coming into Force	Entrée en vigueur
*1724	Order in council	Décret
	Energy Supplies Emergency Act	Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie
	Amendments to the Act	Modification de la loi
	Coming into Force	Entrée en vigueur
*1728	Order in council	Décret
	Export Development Act	Loi sur le développement des exportations
	Amendment to the Act	Modification de la loi
	Coming into Force	Entrée en vigueur
*1730	Order in council	Décret
	Farm Products Agencies Act	Loi sur les offices des produits agricoles
	Amendments to the Act	Modification de la loi

Coming into Force	Entrée en vigueur
*1732 Order in council	*1732 Décret
First Nations Fiscal and Statistical Management Act	Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1737 Order in council	*1737 Décret
Freshwater Fish Marketing Act	Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce
Amendment to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1739 Order in council	*1739 Décret
Historic Sites and Monuments Act	Loi sur les lieux et monuments historiques
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1742 Order in council	*1742 Décret
International Boundary Commission Act	Loi sur la Commission frontalière
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1745 Order in council	*1745 Décret
International Development Research Centre Act	Loi sur le Centre de recherches pour le développement international
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1754 Order in council	*1754 Décret
National Defence Act	Loi sur la défense nationale
Amendment to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1756 Order in council	*1756 Décret
National Research Council Act	Loi sur le Conseil national de recherches
Amendment to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1758 Order in council	*1758 Décret
National Round Table on the Environment and the Economy Act	Loi sur la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie
Amendment to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1760 Order in council	*1760 Décret
Natural Sciences and Engineering Research Council Act	Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
Amendment to the Act	Modification de la loi

Coming into Force	Entrée en vigueur
*1762 Order in council	*1762 Décret
Public Sector Pension Investment Board Act	<i>Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public</i>
Amendment to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1764 Order in council	*1764 Décret
Roosevelt Campobello International Park Commission Act	<i>Loi sur la Commission du parc international Roosevelt de Campobello</i>
Amendment to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1766 Order in council	*1766 Décret
Social Sciences and Humanities Research Council Act	<i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines</i>
Amendment to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1768 Order in council	*1768 Décret
Standards Council of Canada Act	<i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1773 Order in council	*1773 Décret
Status of the Artist Act	<i>Loi sur le statut de l'artiste</i>
Amendment to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1775 Order in council	*1775 Décret
DIVISION 2	SECTION 2
North American Free Trade Agreement Implementation Act	<i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain</i>
Amendments to the Act	<i>Modification de la loi</i>
Transitional Provisions	<i>Dispositions transitoires</i>
Consequential Amendments to the Financial Administration Act	<i>Modifications corrélatives à la Loi sur la gestion des finances publiques</i>
Consequential Amendment to the Special Import Measures Act	<i>Modification corrélative à la Loi sur les mesures spéciales d'importation</i>
Coming into Force	<i>Entrée en vigueur</i>
*1783 Order in council	*1783 Décret
DIVISION 3	SECTION 3
The Intercolonial and Prince Edward Island Railways Employees' Provident Fund Act	<i>Loi de la caisse de prévoyance des employés des chemins de fer Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Edouard</i>
Repeal of the Act	<i>Abrogation de la loi</i>

Coming into Force	Entrée en vigueur
*1785 Order in council	*1785 Décret
PART 9	PARTIE 9
Pension Benefits Standards Act, 1985	Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension
Amendments to the Act	Modification de la loi
Transitional Provision	Disposition transitoire
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1827 Order in council	*1827 Décret
PART 10	PARTIE 10
Agreement on Social Security Between Canada and the Republic of Poland — Retroactive Coming into Force	Entrée en vigueur rétroactive de l'Accord sur la sécurité sociale entre le Canada et la République de Pologne
1828 Coming into force of Agreement	1828 Entrée en vigueur de l'Accord
1829 Actions taken	1829 Mesures prises
1830 Interpretation	1830 Interprétation
PART 11	PARTIE 11
Export Development Act	Loi sur le développement des exportations
PART 12	PARTIE 12
Payment Card Networks	Réseaux de cartes de paiement
Enactment of Payment Card Networks Act	Édiction de la Loi sur les réseaux de cartes de paiement
1834 Enactment	1834 Édiction
Related Amendments to the Financial Consumer Agency of Canada Act	Modifications connexes à la Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1850 Order in council	*1850 Décret
PART 13	PARTIE 13
Financial Consumer Agency of Canada Act	Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada
Amendments to the Act	Modification de la loi

Consequential Amendments	Modifications corrélatives
Bank Act	Loi sur les banques
Cooperative Credit Associations Act	Loi sur les associations coopératives de crédit
Insurance Companies Act	Loi sur les sociétés d'assurances
Trust and Loan Companies Act	Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt
PART 14	
Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act	Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes
Amendments to the Act	Modification de la loi
Consequential Amendment to the Office of the Superintendent of Financial Institutions act	Modification corrélative à la Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1884 Royal assent of Economic Action Plan 2014 Act, No. 1	*1884 Décret
PART 15	
Canada Post Corporation Act	Loi sur la Société canadienne des postes
PART 16	
Canada Deposit Insurance Corporation Act	Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*1893 Subsection 245(7) of the Budget Implementation Act, 2009	*1893 Paragraphe 245(7) de la Loi d'exécution du budget de 2009
PART 17	
Federal Credit Unions	Coopératives de crédit fédérales
Bank Act	Loi sur les banques
Canada Deposit Insurance Corporation Act	Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada
Income Tax Act	Loi de l'impôt sur le revenu
Related Amendments	Modifications connexes
Bank of Canada Act	Loi sur la Banque du Canada
Canada Cooperatives Act	Loi canadienne sur les coopératives

Cooperative Credit Associations Act	Loi sur les associations coopératives de crédit
Financial Consumer Agency of Canada Act	Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada
Insurance Companies Act	Loi sur les sociétés d'assurances
Office of the Superintendent of Financial Institutions Act	Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières
Trust and Loan Companies Act	Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt
Winding-up and Restructuring Act	Loi sur les liquidations et les restructurations
Coordinating Amendments	Dispositions de coordination
Coming into Force	Entrée en vigueur
*2136 Order in council	*2136 Décret

PART 18

Atomic Energy of Canada Limited

Reorganization and Divestiture

2137 Definitions	
2138 Purpose	
2139 Authority to sell shares, etc.	
2140 Authority with respect to entities	
2141 Authority	
2142 Non-application of Statutory Instruments Act	
2143 Tabling in Parliament	
2144 Application of proceeds of disposition	
2145 Financial Administration Act	
2146 Appropriation	
Canadian Nuclear Laboratories Ltd.	Laboratoires Nucléaires Canadiens Ltée
2147 Not an agent	
2148 Deeming on sale or disposition	
Public Service Superannuation Act	Loi sur la pension de la fonction publique

PART 19

Participant Funding Programs

National Energy Board Act

Nuclear Safety and Control Act

PARTIE 18

Énergie atomique du Canada limitée

Réorganisation et dessaisissement

2137 Définitions	
2138 Objet	
2139 Autorisation de vendre des titres, etc.	
2140 Autorisation relative aux entités	
2141 Autorisations	
2142 Non-application de la Loi sur les textes réglementaires	
2143 Dépôt devant le Parlement	
2144 Affectation du produit de disposition	
2145 Loi sur la gestion des finances publiques	
2146 Prélèvement de sommes	
Canadian Nuclear Laboratories Ltd.	Laboratoires Nucléaires Canadiens Ltée
2147 Société non mandataire	
2148 Cession réputée	
Public Service Superannuation Act	Loi sur la pension de la fonction publique

PARTIE 19

Programmes d'aide financière

Loi sur l'Office national de l'énergie

Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires

PART 20

Environmental Assessment

Canadian Environmental Assessment Act

Amendments to the Act

Transitional Provisions

Exclusion List Regulations, 2007

Regulations Amending the Exclusion List
Regulations, 2007

Infrastructure Projects Environmental
Assessment Adaptation Regulations

PARTIE 20

Évaluation environnementale

Loi canadienne sur l'évaluation
environnementale

Modification de la loi

Dispositions transitoires

Règlement de 2007 sur la liste d'exclusion

Règlement modifiant le Règlement de 2007
sur la liste d'exclusion

Règlement visant à adapter le processus
d'évaluation environnementale des projets
d'infrastructure

PART 21

Canada Labour Code

Amendments to the Act

Transitional Provision

Coming into Force

*2179 Order in council

PARTIE 21

Code canadien du travail

Modification de la loi

Disposition transitoire

Entrée en vigueur

*2179 Décret

PART 22

Payments to Certain Entities

Canadian Youth Business Foundation

2180 Maximum payment of \$10,000,000

Genome Canada

2181 Maximum payment of \$75,000,000

Pathways to Education Canada

2182 Maximum payment of \$20,000,000

Rick Hansen Foundation

2183 Maximum payment of \$13,500,000

PARTIE 22

Paiements à certaines entités

Fondation canadienne des jeunes
entrepreneurs

2180 Paiement maximal de 10 000 000 \$

Génome Canada

2181 Paiement maximal de 75 000 000 \$

Passeport pour ma réussite Canada

2182 Paiement maximal de 20 000 000 \$

Fondation Rick Hansen

2183 Paiement maximal de 13 500 000 \$

PART 23

Telecommunications Act

PARTIE 23

Loi sur les télécommunications

PART 24

Employment Insurance Financing

Employment Insurance Act

Amendments to the Act

PARTIE 24

Financement de l'assurance-emploi

Loi sur l'assurance-emploi

Modification de la loi

Transitional Provisions

Consequential Amendments

Department of Human Resources and Skills Development Act

Employment Insurance Regulations

Budget Implementation Act, 2008

Canada Employment Insurance Financing Board Act

Coming into Force

***2208** January 1, 2009

Dispositions transitoires

Modifications corrélatives

Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences

Règlement sur l'assurance-emploi

Loi d'exécution du budget de 2008

Loi sur l'Office de financement de l'assurance-emploi du Canada

Entrée en vigueur

***2208** 1^{er} janvier 2009

SCHEDULE 1

ANNEXE 1

SCHEDULE 2

ANNEXE 2

SCHEDULE 3

ANNEXE 3



S.C. 2010, c. 12

An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on March 4, 2010 and other measures

[Assented to 12th July 2010]

L.C. 2010, ch. 12

Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 4 mars 2010 et mettant en œuvre d'autres mesures

[Sanctionnée le 12 juillet 2010]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short Title

Short title

1 This Act may be cited as the *Jobs and Economic Growth Act*.

Titre abrégé

Titre abrégé

1 *Loi sur l'emploi et la croissance économique.*

PART 1

Amendments to the Income Tax Act and Related Acts and Regulations

Income Tax Act

2 [Amendment]

3 [Amendment]

4 [Amendment]

5 [Amendment]

6 [Amendment]

7 [Amendments]

8 [Amendments]

PARTIE 1

Modification de la Loi de l'impôt sur le revenu et de lois et règlements connexes

Loi de l'impôt sur le revenu

2 [Modification]

3 [Modification]

4 [Modification]

5 [Modification]

6 [Modification]

7 [Modifications]

8 [Modifications]

9 [Amendment]

9 [Modification]

10 [Amendments]

10 [Modifications]

11 [Amendment]

11 [Modification]

12 [Amendment]

12 [Modification]

13 [Amendment]

13 [Modification]

14 [Amendments]

14 [Modifications]

15 [Amendment]

15 [Modification]

16 [Amendments]

16 [Modifications]

17 [Amendments]

17 [Modifications]

18 [Amendment]

18 [Modification]

19 [Amendment]

19 [Modification]

20 [Amendment]

20 [Modification]

21 [Amendments]

21 [Modifications]

22 [Amendments]

22 [Modifications]

Income Tax Regulations

Règlement de l'impôt sur le revenu

23 [Amendment]

23 [Modification]

24 [Amendments]

24 [Modifications]

25 [Amendments]

25 [Modifications]

Canada Disability Savings Act

Loi canadienne sur l'épargne-invalidité

26 [Amendments]

26 [Modifications]

27 [Amendments]

27 [Modifications]

28 [Amendments]

28 [Modifications]

Canada Disability Savings Regulations

Règlement sur l'épargne-invalidité

29 [Amendment]

29 [Modification]

Canada Education Savings Act

Loi canadienne sur l'épargne-études

30 [Amendments]

30 [Modifications]

31 [Amendments]

31 [Modifications]

Canada Education Savings Regulations

32 [Amendments]

33 [Amendment]

Canada Pension Plan Regulations

34 [Amendment]

Insurable Earnings and Collection of Premiums Regulations

35 [Amendment]

Regulations Excluding Certain Indictable Offences from the Definition of “Designated Offence”

36 [Amendments]

PART 2

Amendments in Respect of Excise Duties and Sales and Excise Taxes

Excise Act

37 [Amendment]

Amendments in Respect of the Excise Act, 2001

Excise Act, 2001

38 [Amendments]

39 [Amendments]

40 [Amendment]

41 [Amendment]

Règlement sur l'épargne-études

32 [Modifications]

33 [Modification]

Règlement sur le Régime de pensions du Canada

34 [Modification]

Règlement sur la rémunération assurable et la perception des cotisations

35 [Modification]

Règlement sur l'exclusion de certains actes criminels de la définition de «infraction désignée»

36 [Modifications]

PARTIE 2

Modifications relatives aux droits d'accise et aux taxes de vente et d'accise

Loi sur l'accise

37 [Modification]

Modifications relatives à la Loi de 2001 sur l'accise

Loi de 2001 sur l'accise

38 [Modifications]

39 [Modifications]

40 [Modification]

41 [Modification]

42 [Amendment]

42 [Modification]

43 [Amendment]

43 [Modification]

44 [Amendment]

44 [Modification]

45 [Amendment]

45 [Modification]

46 [Amendment]

46 [Modification]

47 [Amendments]

47 [Modifications]

Customs Act

Loi sur les douanes

48 [Amendment]

48 [Modification]

49 [Amendment]

49 [Modification]

50 [Amendment]

50 [Modification]

51 [Amendment]

51 [Modification]

52 [Amendment]

52 [Modification]

53 [Amendment]

53 [Modification]

Application

Application

54 [Transitional Provision]

54 [Disposition transitoire]

Excise Tax Act

Loi sur la taxe d'accise

55 [Amendments]

55 [Modifications]

56 [Amendment]

56 [Modification]

57 [Amendment]

57 [Modification]

58 [Amendment]

58 [Modification]

59 [Amendment]

59 [Modification]

60 [Amendment]

60 [Modification]

61 [Amendments]

61 [Modifications]

62 [Amendment]

62 [Modification]

63 [Amendments]

63 [Modifications]

64 [Amendments]

64 [Modifications]

65 [Amendment]

65 [Modification]

66 [Amendment]

66 [Modification]

67 [Amendments]

67 [Modifications]

68 [Amendment]

68 [Modification]

69 [Amendment]

69 [Modification]

70 [Amendment]

70 [Modification]

71 [Amendment]

71 [Modification]

72 [Amendment]

72 [Modification]

73 [Amendments]

73 [Modifications]

74 [Amendment]

74 [Modification]

75 [Amendments]

75 [Modifications]

76 [Amendment]

76 [Modification]

77 [Amendment]

77 [Modification]

78 [Amendment]

78 [Modification]

79 [Amendment]

79 [Modification]

80 [Amendments]

80 [Modifications]

81 [Amendment]

81 [Modification]

82 [Amendment]

82 [Modification]

83 [Amendment]

83 [Modification]

84 [Amendment]

84 [Modification]

85 [Amendment]

85 [Modification]

86 [Amendment]

86 [Modification]

87 [Amendment]

87 [Modification]

88 [Amendment]

88 [Modification]

89 [Amendment]

89 [Modification]

Health Care Services (GST/HST)
Regulations

Règlement sur les services de santé
(TPS/TVH)

90 [Amendment]

90 [Modification]

Input Tax Credit Allocation Methods (GST/HST) Regulations

Making of Regulations

Making

91 The *Input Tax Credit Allocation Methods (GST/HST) Regulations* are made as follows:

INPUT TAX CREDIT ALLOCATION METHODS (GST/HST) REGULATIONS

Interpretation

1 The definitions in this section apply in these Regulations.

Act means the *Excise Tax Act*. (*Loi*)

bank in respect of a fiscal year does not include a person that is at any time in the fiscal year an insurer. (*banque*)

insurer in respect of a fiscal year means a person that is an insurer (as defined in subsection 123(1) of the Act) and that carries on at any time in the fiscal year an insurance business as the principal business of the person in Canada. (*assureur*)

securities dealer in respect of a fiscal year means a person that

(a) carries on at any time in the fiscal year a business as a trader or dealer in, or as a broker or salesperson of, securities as the principal business of the person in Canada;

(b) is registered under the laws of Canada or a province to carry on in Canada at any time in the fiscal year a business as a trader or dealer in, or as a broker or salesperson of, securities; and

(c) is not a bank or an insurer at any time in the fiscal year. (*courtier en valeurs mobilières*)

Prescribed classes

2 The following classes of financial institutions are prescribed for the purposes of the definition **qualifying institution** in subsection 141.02(1) of the Act and for the purposes of subsections 141.02(3), (8), (9), (24) and (30) of the Act:

Règlement sur les méthodes d'attribution des crédits de taxe sur les intrants (TPS/TVH)

Prise du règlement

Prise

91 Est pris le *Règlement sur les méthodes d'attribution des crédits de taxe sur les intrants (TPS/TVH)*, dont le texte suit :

RÈGLEMENT SUR LES MÉTHODES D'ATTRIBUTION DES CRÉDITS DE TAXE SUR LES INTRANTS (TPS/TVH)

Définitions

1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

assureur Est un assureur relativement à un exercice la personne qui est un assureur au sens du paragraphe 123(1) de la Loi et dont l'entreprise principale au Canada consiste en l'exploitation d'une entreprise d'assurance à un moment de l'exercice. (*insurer*)

banque N'est pas une banque relativement à un exercice la personne qui est un assureur à un moment de l'exercice. (*bank*)

courtier en valeurs mobilières Est un courtier en valeurs mobilières relativement à un exercice la personne qui remplit les conditions suivantes :

a) son entreprise principale au Canada consiste en l'exploitation d'une entreprise de courtier ou de négociant en valeurs mobilières, ou de vendeur de telles valeurs, à un moment de l'exercice;

b) elle est autorisée par les lois du Canada ou d'une province à exploiter au Canada une entreprise de courtier ou de négociant en valeurs mobilières, ou de vendeur de telles valeurs, à un moment de l'exercice;

c) elle n'est ni une banque ni un assureur à un moment quelconque de l'exercice. (*securities dealer*)

Loi La *Loi sur la taxe d'accise*. (*Act*)

Catégories réglementaires

2 Sont des catégories réglementaires d'institutions financières pour l'application de la définition de **institution admissible** au paragraphe 141.02(1) et des paragraphes 141.02(3), (8), (9), (24) et (30) de la Loi :

a) les banques;

- (a) banks;
- (b) insurers; and
- (c) securities dealers.

Prescribed amounts

3 The following amounts are prescribed for the purposes of the definition **qualifying institution** in subsection 141.02(1) of the Act and for the purposes of subsection 141.02(24) of the Act:

- (a) in the case of banks, \$500,000;
- (b) in the case of insurers, \$500,000; and
- (c) in the case of securities dealers, \$500,000.

Prescribed percentages

4 The following percentages are prescribed for the purposes of the definition **qualifying institution** in subsection 141.02(1) of the Act and for the purposes of subsections 141.02(8), (9) and (30) of the Act:

- (a) in the case of banks, 12%;
- (b) in the case of insurers, 10%; and
- (c) in the case of securities dealers, 15%.

Coming into Force

April 1, 2007

92 The *Input Tax Credit Allocation Methods (GST/HST) Regulations*, as made by section 91, are deemed to have come into force on April 1, 2007.

Interest Rates (Excise Act, 2001)
Regulations

93 [Amendment]

Interest Rates (Excise Tax Act)
Regulations

94 [Amendment]

Coordinating Amendment

95 [Amendments]

- (b) les assureurs;
- (c) les courtiers en valeurs mobilières.

Montants réglementaires

3 Sont des montants réglementaires pour l'application de la définition de **institution admissible** au paragraphe 141.02(1) et du paragraphe 141.02(24) de la Loi :

- (a) dans le cas des banques : 500 000 \$;
- (b) dans le cas des assureurs : 500 000 \$;
- (c) dans le cas des courtiers en valeurs mobilières : 500 000 \$.

Pourcentages réglementaires

4 Sont des pourcentages réglementaires pour l'application de la définition de **institution admissible** au paragraphe 141.02(1) et des paragraphes 141.02(8), (9) et (30) de la Loi :

- (a) dans le cas des banques : 12 %;
- (b) dans le cas des assureurs : 10 %;
- (c) dans le cas des courtiers en valeurs mobilières : 15 %.

Entrée en vigueur

1^{er} avril 2007

92 Le *Règlement sur les méthodes d'attribution des crédits de taxe sur les intrants (TPS/TVH)*, pris par l'article 91, est réputé être entré en vigueur le 1^{er} avril 2007.

Règlement sur les taux d'intérêt (Loi de 2001 sur l'accise)

93 [Modification]

Règlement sur les taux d'intérêt (Loi sur la taxe d'accise)

94 [Modification]

Disposition de coordination

95 [Modifications]

PART 3

Amendments in Respect of the Air Travellers Security Charge

Air Travellers Security Charge Act

96 [Amendments]

Interest Rates (Air Travellers Security Charge Act) Regulations

97 [Amendment]

PART 4

Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006

Amendments to the Act

98 [Amendment]

99 [Amendment]

100 [Amendment]

101 [Amendment]

102 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***103 (1)** This Part, other than section 98, comes into force or is deemed to have come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, which day may not be earlier than April 15, 2009.

PARTIE 3

Modifications relatives au droit pour la sécurité des passagers du transport aérien

Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien

96 [Modifications]

Règlement sur les taux d'intérêt (Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien)

97 [Modification]

PARTIE 4

Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre

Modification de la loi

98 [Modification]

99 [Modification]

100 [Modification]

101 [Modification]

102 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***103 (1)** La présente partie, sauf l'article 98, entre en vigueur ou est réputée être entrée en vigueur à la date fixée par décret, laquelle ne peut être antérieure au 15 avril 2009.

July 1, 2010

(2) Section 98 comes into force, or is deemed to have come into force, on July 1, 2010.

* [Note: Sections 99 to 102 in force September 1, 2010, see SI/2010-55.]

1^{er} juillet 2010

(2) L'article 98 entre en vigueur ou est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juillet 2010.

* [Note : Articles 99 à 102 en vigueur le 1^{er} septembre 2010, voir TR/2010-55.]

PART 5

Customs Tariff

Amendments to the Act

104 to 1644 [Amendments]

Coming into Force

Deemed coming into force — March 5, 2010

1645 This Part is deemed to have come into force on March 5, 2010.

PARTIE 5

Tarif des douanes

Modification de la loi

104 à 1644 [Modifications]

Entrée en vigueur

Entrée en vigueur rétroactive — 5 mars 2010

1645 La présente partie est réputée être entrée en vigueur le 5 mars 2010.

PART 6

Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act

1646 [Amendment]

1647 [Amendment]

1648 [Amendment]

PARTIE 6

Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces

1646 [Modification]

1647 [Modification]

1648 [Modification]

PART 7

Expenditure Restraint Act

1649 [Amendment]

PARTIE 7

Loi sur le contrôle des dépenses

1649 [Modification]

PART 8

Amendments Relating to Certain Governmental Bodies

DIVISION 1

Amendments Relating to Certain Governor in Council Appointments

Alberta-British Columbia Boundary Act, 1974

Amendments to the Act

1650 [Amendment]

1651 [Amendment]

1652 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1653 Sections 1650 to 1652 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 1650 to 1652 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Asia-Pacific Foundation of Canada Act

Amendment to the Act

1654 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1655 Section 1654 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Section 1654 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

PARTIE 8

Modifications concernant des organismes d'État

SECTION 1

Modifications relatives à des nominations faites par le gouverneur en conseil

Loi de 1974 concernant la frontière entre l'Alberta et la Colombie-Britannique

Modification de la loi

1650 [Modification]

1651 [Modification]

1652 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1653 Les articles 1650 à 1652 entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Articles 1650 à 1652 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur la Fondation Asie-Pacifique du Canada

Modification de la loi

1654 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1655 L'article 1654 entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Article 1654 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Assisted Human Reproduction Act

Amendment to the Act

1656 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1657 Section 1656 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Section 1656 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Budget Implementation Act, 1997

Amendment to the Act (Canada Foundation for Innovation)

1658 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1659 Section 1658 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Section 1658 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Business Development Bank of Canada Act

Amendment to the Act

1660 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1661 Section 1660 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Section 1660 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Canada Grain Act

Amendments to the Act

1662 [Amendment]

1663 [Amendment]

Loi sur la procréation assistée

Modification de la loi

1656 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1657 L'article 1656 entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Article 1656 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi d'exécution du budget de 1997

Modification de la loi (Fondation canadienne pour l'innovation)

1658 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1659 L'article 1658 entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Article 1658 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur la Banque de développement du Canada

Modification de la loi

1660 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1661 L'article 1660 entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Article 1660 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur les grains du Canada

Modification de la loi

1662 [Modification]

1663 [Modification]

Coming into Force

Order in council

'1664 Sections 1662 and 1663 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 1662 and 1663 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Canada Mortgage and Housing Corporation Act

Amendments to the Act

1665 [Amendment]

1666 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

'1667 Sections 1665 and 1666 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 1665 and 1666 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Canada Pension Plan

Amendments to the Act

1668 [Amendment]

1669 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

'1670 Sections 1668 and 1669 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 1668 and 1669 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Canada School of Public Service Act

Amendments to the Act

1671 [Amendment]

1672 [Amendment]

Entrée en vigueur

Décret

'1664 Les articles 1662 et 1663 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Articles 1662 et 1663 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement

Modification de la loi

1665 [Modification]

1666 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

'1667 Les articles 1665 et 1666 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Articles 1665 et 1666 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Régime de pensions du Canada

Modification de la loi

1668 [Modification]

1669 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

'1670 Les articles 1668 et 1669 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Articles 1668 et 1669 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur l'École de la fonction publique du Canada

Modification de la loi

1671 [Modification]

1672 [Modification]

1673 [Amendments]

Related Amendment to the Access to Information Act

1674 [Amendment]

Related Amendments to the Financial Administration Act

1675 [Amendments]

Related Amendment to the Official Languages Act

1676 [Amendment]

Related Amendment to the Privacy Act

1677 [Amendment]

Related Amendments to the Public Servants Disclosure Protection Act

1678 [Amendment]

1679 [Amendment]

1680 [Amendments]

1681 [Amendment]

1682 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1683 Sections 1671 to 1682 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 1671 to 1682 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Canadian Centre for Occupational Health and Safety Act

Amendments to the Act

1684 [Amendment]

1685 [Amendment]

1673 [Modifications]

Modification connexe à la Loi sur l'accès à l'information

1674 [Modification]

Modifications connexes à la Loi sur la gestion des finances publiques

1675 [Modifications]

Modification connexe à la Loi sur les langues officielles

1676 [Modification]

Modification connexe à la Loi sur la protection des renseignements personnels

1677 [Modification]

Modifications connexes à la Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles

1678 [Modification]

1679 [Modification]

1680 [Modifications]

1681 [Modification]

1682 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1683 Les articles 1671 à 1682 entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Articles 1671 à 1682 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Modification de la loi

1684 [Modification]

1685 [Modification]

Coming into Force

Order in council

***1686 Sections 1684 and 1685 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 1684 and 1685 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Canadian Centre on Substance Abuse Act

Amendments to the Act

1687 [Amendment]

1688 [Amendment]

1689 [Amendment]

1690 [Amendment]

1691 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1692 Sections 1687 to 1691 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 1687 to 1691 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Canadian Institutes of Health Research Act

Amendment to the Act

1693 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1694 Section 1693 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Section 1693 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Entrée en vigueur

Décret

***1686 Les articles 1684 et 1685 entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Articles 1684 et 1685 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur le Centre canadien de lutte contre les toxicomanies

Modification de la loi

1687 [Modification]

1688 [Modification]

1689 [Modification]

1690 [Modification]

1691 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1692 Les articles 1687 à 1691 entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Articles 1687 à 1691 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada

Modification de la loi

1693 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1694 L'article 1693 entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Article 1693 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Canadian International Trade Tribunal Act

Amendment to the Act

1695 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1696 Section 1695 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Section 1695 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Canadian Race Relations Foundation Act

Amendments to the Act

1697 [Amendment]

1698 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1699 Sections 1697 and 1698 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 1697 and 1698 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Act

Amendments to the Act

1700 [Amendment]

1701 [Amendment]

1702 [Amendment]

1703 [Amendments]

1704 [Amendment]

1705 [Amendment]

1706 [Amendment]

Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur

Modification de la loi

1695 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1696 L'article 1695 entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Article 1695 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales

Modification de la loi

1697 [Modification]

1698 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1699 Les articles 1697 et 1698 entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Articles 1697 et 1698 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Modification de la loi

1700 [Modification]

1701 [Modification]

1702 [Modification]

1703 [Modifications]

1704 [Modification]

1705 [Modification]

1706 [Modification]

1707 [Amendment]

1708 [Amendment]

1709 [Amendment]

Consequential Amendment to the Broadcasting Act

1710 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1711 Sections 1700 to 1710 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 1700 to 1710 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Canadian Space Agency Act

Amendments to the Act

1712 [Amendment]

1713 [Amendment]

1714 [Amendment]

1715 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1716 Sections 1712 to 1715 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 1712 to 1715 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Canadian Tourism Commission Act

Amendments to the Act

1717 [Amendment]

1718 [Amendments]

1719 [Amendment]

1720 [Amendment]

1707 [Modification]

1708 [Modification]

1709 [Modification]

Modification corrélative à la Loi sur la radiodiffusion

1710 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1711 Les articles 1700 à 1710 entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Articles 1700 à 1710 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur l'Agence spatiale canadienne

Modification de la loi

1712 [Modification]

1713 [Modification]

1714 [Modification]

1715 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1716 Les articles 1712 à 1715 entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Articles 1712 à 1715 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur la Commission canadienne du tourisme

Modification de la loi

1717 [Modification]

1718 [Modifications]

1719 [Modification]

1720 [Modification]

1721 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1722 Sections 1717 to 1721 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 1717 to 1721 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Department of Human Resources and Skills Development Act

Amendment to the Act

1723 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1724 Section 1723 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Section 1723 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Energy Supplies Emergency Act

Amendments to the Act

1725 [Amendment]

1726 [Amendment]

1727 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1728 Sections 1725 to 1727 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 1725 to 1727 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

1721 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1722 Les articles 1717 à 1721 entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Articles 1717 à 1721 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences

Modification de la loi

1723 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1724 L'article 1723 entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Article 1723 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie

Modification de la loi

1725 [Modification]

1726 [Modification]

1727 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1728 Les articles 1725 à 1727 entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Articles 1725 à 1727 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Export Development Act

Amendment to the Act

1729 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1730 Section 1729 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Section 1729 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Loi sur le développement des exportations

Modification de la loi

1729 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1730 L'article 1729 entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Article 1729 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Farm Products Agencies Act

Amendments to the Act

1731 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***1732 Section 1731 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Section 1731 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Loi sur les offices des produits agricoles

Modification de la loi

1731 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***1732 L'article 1731 entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Article 1731 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

First Nations Fiscal and Statistical Management Act

Amendments to the Act

1733 [Amendment]

1734 [Amendment]

1735 [Amendment]

1736 [Amendment]

Coming into Force

Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations

Modification de la loi

1733 [Modification]

1734 [Modification]

1735 [Modification]

1736 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1737 Les articles 1733 à 1736 entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Articles 1733 à 1736 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Order in council

***1737 Sections 1733 to 1736 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 1733 to 1736 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Freshwater Fish Marketing Act

Amendment to the Act

1738 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1739 Section 1738 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Section 1738 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Historic Sites and Monuments Act

Amendments to the Act

1740 [Amendments]

1741 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1742 Sections 1740 and 1741 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 1740 and 1741 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

International Boundary Commission Act

Amendments to the Act

1743 [Amendment]

1744 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1745 Sections 1743 and 1744 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 1743 and 1744 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce

Modification de la loi

1738 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1739 L'article 1738 entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Article 1738 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur les lieux et monuments historiques

Modification de la loi

1740 [Modifications]

1741 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1742 Les articles 1740 et 1741 entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Articles 1740 et 1741 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur la Commission frontalière

Modification de la loi

1743 [Modification]

1744 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1745 Les articles 1743 et 1744 entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Articles 1743 et 1744 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

International Development Research Centre Act

Amendments to the Act

1746 [Amendments]

1747 [Amendment]

1748 [Amendment]

1749 [Amendment]

1750 [Amendments]

1751 [Amendment]

1752 [Amendment]

1753 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1754 Sections 1746 to 1753 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 1746 to 1753 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

National Defence Act

Amendment to the Act

1755 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1756 Section 1755 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Section 1755 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

National Research Council Act

Amendment to the Act

1757 [Amendment]

Loi sur le Centre de recherches pour le développement international

Modification de la loi

1746 [Modifications]

1747 [Modification]

1748 [Modification]

1749 [Modification]

1750 [Modifications]

1751 [Modification]

1752 [Modification]

1753 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1754 Les articles 1746 à 1753 entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Articles 1746 à 1753 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur la défense nationale

Modification de la loi

1755 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1756 L'article 1755 entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Article 1755 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur le Conseil national de recherches

Modification de la loi

1757 [Modification]

Coming into Force

Order in council

***1758 Section 1757 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Section 1757 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

National Round Table on the Environment and the Economy Act

Amendment to the Act

1759 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1760 Section 1759 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Section 1759 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Natural Sciences and Engineering Research Council Act

Amendment to the Act

1761 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1762 Section 1761 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Section 1761 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Public Sector Pension Investment Board Act

Amendment to the Act

1763 [Amendment]

Entrée en vigueur

Décret

***1758 L'article 1757 entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Article 1757 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Modification de la loi

1759 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1760 L'article 1759 entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Article 1759 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Modification de la loi

1761 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1762 L'article 1761 entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Article 1761 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public

Modification de la loi

1763 [Modification]

Coming into Force

Order in council

***1764 Section 1763 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Section 1763 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Roosevelt Campobello International Park Commission Act

Amendment to the Act

1765 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1766 Section 1765 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Section 1765 in force June 15, 2012, see SI/2012-14.]

Social Sciences and Humanities Research Council Act

Amendment to the Act

1767 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1768 Section 1767 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Section 1767 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Standards Council of Canada Act

Amendments to the Act

1769 [Amendment]

1770 [Amendment]

1771 [Amendment]

1772 [Amendment]

Entrée en vigueur

Décret

***1764 L'article 1763 entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Article 1763 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur la Commission du parc international Roosevelt de Campobello

Modification de la loi

1765 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1766 L'article 1765 entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Article 1765 en vigueur le 15 juin 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines

Modification de la loi

1767 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1768 L'article 1767 entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Article 1767 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur le Conseil canadien des normes

Modification de la loi

1769 [Modification]

1770 [Modification]

1771 [Modification]

1772 [Modification]

Coming into Force

Order in council

***1773 Sections 1769 to 1772 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 1769 to 1772 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

Status of the Artist Act

Amendment to the Act

1774 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1775 Section 1774 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Section 1774 in force March 16, 2012, see SI/2012-14.]

DIVISION 2

North American Free Trade Agreement Implementation Act

Amendments to the Act

1776 [Amendment]

1777 [Amendment]

Transitional Provisions

1778 [Transitional Provisions]

Consequential Amendments to the Financial Administration Act

1779 [Amendment]

1780 [Amendment]

1781 [Amendment]

Entrée en vigueur

Décret

***1773 Les articles 1769 à 1772 entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Articles 1769 à 1772 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

Loi sur le statut de l'artiste

Modification de la loi

1774 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1775 L'article 1774 entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Article 1774 en vigueur le 16 mars 2012, voir TR/2012-14.]

SECTION 2

Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain

Modification de la loi

1776 [Modification]

1777 [Modification]

Dispositions transitoires

1778 [Dispositions transitoires]

Modifications corrélatives à la Loi sur la gestion des finances publiques

1779 [Modification]

1780 [Modification]

1781 [Modification]

Consequential Amendment to the Special Import Measures Act

1782 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1783 Sections 1776 to 1782 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 1776 to 1782 in force August 27, 2010, see SI/2010-72.]

DIVISION 3

The Intercolonial and Prince Edward Island Railways Employees' Provident Fund Act

Repeal of the Act

1784 [Repeal]

Coming into Force

Order in council

***1785 Section 1784 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Section 1784 in force August 27, 2010, see SI/2010-72.]

PART 9

Pension Benefits Standards Act, 1985

Amendments to the Act

1786 [Amendments]

1787 [Amendment]

1788 [Amendments]

1789 [Amendment]

Modification corrélatrice à la Loi sur les mesures spéciales d'importation

1782 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1783 Les articles 1776 à 1782 entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Articles 1776 à 1782 en vigueur le 27 août 2010, voir TR/2010-72.]

SECTION 3

Loi de la caisse de prévoyance des employés des chemins de fer Intercolonial et de l'Ile-du-Prince-Edouard

Abrogation de la loi

1784 [Abrogation]

Entrée en vigueur

Décret

***1785 L'article 1784 entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Article 1784 en vigueur le 27 août 2010, voir TR/2010-72.]

PARTIE 9

Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension

Modification de la loi

1786 [Modifications]

1787 [Modification]

1788 [Modifications]

1789 [Modification]

- | | |
|--------------------------|-----------------------------|
| 1790 [Amendment] | 1790 [Modification] |
| 1791 [Amendments] | 1791 [Modifications] |
| 1792 [Amendment] | 1792 [Modification] |
| 1793 [Amendments] | 1793 [Modifications] |
| 1794 [Amendment] | 1794 [Modification] |
| 1795 [Amendment] | 1795 [Modification] |
| 1796 [Amendments] | 1796 [Modifications] |
| 1797 [Amendment] | 1797 [Modification] |
| 1798 [Amendment] | 1798 [Modification] |
| 1799 [Amendment] | 1799 [Modification] |
| 1800 [Amendment] | 1800 [Modification] |
| 1801 [Amendments] | 1801 [Modifications] |
| 1802 [Amendment] | 1802 [Modification] |
| 1803 [Amendments] | 1803 [Modifications] |
| 1804 [Amendment] | 1804 [Modification] |
| 1805 [Amendment] | 1805 [Modification] |
| 1806 [Amendments] | 1806 [Modifications] |
| 1807 [Amendment] | 1807 [Modification] |
| 1808 [Amendment] | 1808 [Modification] |
| 1809 [Amendments] | 1809 [Modifications] |
| 1810 [Amendment] | 1810 [Modification] |
| 1811 [Amendments] | 1811 [Modifications] |
| 1812 [Amendment] | 1812 [Modification] |
| 1813 [Amendments] | 1813 [Modifications] |
| 1814 [Amendment] | 1814 [Modification] |
| 1815 [Amendments] | 1815 [Modifications] |
| 1816 [Amendments] | 1816 [Modifications] |
| 1817 [Amendment] | 1817 [Modification] |
| 1818 [Amendment] | 1818 [Modification] |
| 1819 [Amendments] | 1819 [Modifications] |

1820 [Amendments]

1821 [Amendment]

1822 [Amendment]

1823 [Amendment]

1824 [Amendment]

1825 [Amendment]

Transitional Provision

1826 [Repealed before coming into force, 2010, c. 25, s. 198]

Coming into Force

Order in council

***1827** The provisions of this Part — other than sections 1788, 1789, 1792, 1793, 1794, 1796, 1798, 1799, 1801, 1803, 1810 and 1811, subsection 1813(2), section 1814, subsections 1816(1) and (3), section 1819, subsections 1820(2) to (5), (7), (8) and (10) and sections 1821, 1824 and 1825 — come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 1788, 1789, 1792, 1793, 1794, 1796, 1798, 1799, 1801, 1803, 1810 and 1811, subsection 1813(2), section 1814, subsections 1816(1) and (3), section 1819, subsections 1820(2) to (5), (7), (8) and (10) and sections 1821, 1824 and 1825 in force on assent July 12, 2010; section 1797 and subsection 1820(12) in force October 31, 2010, *see* SI/2010-82; sections 1786 and 1790, subsections 1791(1) to (4), sections 1795 and 1812, subsections 1815(2) and (3) and subsections 1816(4) to (7), section 1817 and subsections 1820(1), (9) and (11) in force April 1, 2011, section 1787, subsection 1791(5), sections 1800, 1802 and 1805 to 1809, subsections 1813(1) and 1815(1) and sections 1818, 1822 and 1823 in force July 1, 2011, *see* SI/2011-21; section 1804 and subsection 1820(6) in force April 1, 2015, *see* SI/2015-19.]

PART 10

Agreement on Social Security Between Canada and the Republic of Poland — Retroactive Coming into Force

Coming into force of Agreement

1828 Despite sections 41 and 42 of the *Old Age Security Act*, the Agreement on Social Security between Canada and the Republic of Poland,

1820 [Modifications]

1821 [Modification]

1822 [Modification]

1823 [Modification]

1824 [Modification]

1825 [Modification]

Disposition transitoire

1826 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2010, ch. 25, art. 198]

Entrée en vigueur

Décret

***1827** Exception faite des articles 1788, 1789, 1792, 1793, 1794, 1796, 1798, 1799, 1801, 1803, 1810 et 1811, paragraphe 1813(2), de l'article 1814, des paragraphes 1816(1) et (3), de l'article 1819, des paragraphes 1820(2) à (5), (7), (8) et (10) et des articles 1821, 1824 et 1825, les dispositions de la présente partie entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note : Articles 1788, 1789, 1792, 1793, 1794, 1796, 1798, 1799, 1801, 1803, 1810 et 1811, paragraphe 1813(2), article 1814, paragraphes 1816(1) et (3), article 1819, paragraphes 1820(2) à (5), (7), (8) et (10) et articles 1821, 1824 et 1825 en vigueur à la sanction le 12 juillet 2010; article 1797 et paragraphe 1820(12) en vigueur le 31 octobre 2010, *voir* TR/2010-82; articles 1786 et 1790, paragraphes 1791(1) à (4), articles 1795 et 1812, paragraphes 1815(2) et (3) et 1816(4) à (7), article 1817 et paragraphes 1820(1), (9) et (11) en vigueur le 1^{er} avril 2011, article 1787, paragraphe 1791(5), articles 1800, 1802 et 1805 à 1809, paragraphes 1813(1) et 1815(1) et articles 1818, 1822 et 1823 en vigueur le 1^{er} juillet 2011, *voir* TR/2011-21; article 1804 et paragraphe 1820(6) en vigueur le 1^{er} avril 2015, *voir* TR/2015-19.]

PARTIE 10

Entrée en vigueur rétroactive de l'Accord sur la sécurité sociale entre le Canada et la République de Pologne

Entrée en vigueur de l'Accord

1828 Malgré les articles 41 et 42 de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, l'Accord sur la sécurité sociale entre le Canada et la République de

signed on April 2, 2008, is deemed to have come into force in Canada on October 1, 2009.

Actions taken

1829 All actions taken in accordance with the conditions of the Agreement referred to in section 1828 during the period beginning on October 1, 2009 and ending on the day on which section 1828 comes into force, including the exchange of information — with respect to a person — that is obtained under the *Old Age Security Act* or prepared under that Act from that information between the competent authorities or competent institutions of Canada and the Republic of Poland and the payment of any benefits purporting to have been made under that Act, are deemed to be lawful.

Interpretation

1830 For the purposes of section 1829, *competent authority* and *competent institution* have the same meanings as in the Agreement referred to in section 1828.

PART 11

Export Development Act

1831 [Amendment]

1832 [Amendment]

1833 [Amendment]

PART 12

Payment Card Networks

Enactment of Payment Card Networks Act

Enactment

1834 The *Payment Card Networks Act* is enacted as follows:

[See *Payment Card Networks Act*]

Pologne, signé le 2 avril 2008, est réputé être entré en vigueur au Canada le 1^{er} octobre 2009.

Mesures prises

1829 Est réputée être légale toute mesure qui a été prise au cours de la période allant du 1^{er} octobre 2009 à la date d'entrée en vigueur de l'article 1828 et qui est conforme aux conditions de l'accord visé à cet article, notamment l'échange de renseignements — relativement à une personne — obtenus sous le régime de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* ou tirés de tels renseignements sous son régime entre les autorités compétentes ou institutions compétentes du Canada et de la République de Pologne et, le cas échéant, le paiement de prestations apparemment fait en vertu de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*.

Interprétation

1830 Pour l'application de l'article 1829, *autorité compétente* et *institution compétente* s'entendent au sens de l'accord visé à l'article 1828.

PARTIE 11

Loi sur le développement des exportations

1831 [Modification]

1832 [Modification]

1833 [Modification]

PARTIE 12

Réseaux de cartes de paiement

Édition de la Loi sur les réseaux de cartes de paiement

Édition

1834 Est édictée la *Loi sur les réseaux de cartes de paiement*, dont le texte suit :

[Voir la *Loi sur les réseaux de cartes de paiement*]

Related Amendments to the Financial Consumer Agency of Canada Act

1835 [Amendment]

1836 [Amendment]

1837 [Amendments]

1838 [Amendment]

1839 [Amendment]

1840 [Amendments]

1841 [Amendment]

1842 [Amendments]

1843 [Amendments]

1844 [Amendment]

1845 [Amendment]

1846 [Amendment]

1847 [Amendment]

1848 [Amendment]

1849 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***1850 Sections 6 and 7 of the *Payment Card Networks Act*, as enacted by section 1834, come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 6 and 7, as enacted by section 1834, not in force.]

Modifications connexes à la Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada

1835 [Modification]

1836 [Modification]

1837 [Modifications]

1838 [Modification]

1839 [Modification]

1840 [Modifications]

1841 [Modification]

1842 [Modifications]

1843 [Modifications]

1844 [Modification]

1845 [Modification]

1846 [Modification]

1847 [Modification]

1848 [Modification]

1849 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1850 Les articles 6 et 7 de la *Loi sur les réseaux de cartes de paiement*, édictée par l'article 1834, entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Articles 6 et 7, édictés par l'article 1834, non en vigueur.]

PART 13

Financial Consumer Agency of Canada Act

Amendments to the Act

1851 [Amendments]

1852 [Amendments]

1853 [Amendment]

1854 [Amendment]

1855 [Amendment]

1856 [Amendment]

1857 [Amendment]

Consequential Amendments

Bank Act

1858 [Amendment]

Cooperative Credit Associations Act

1859 [Amendment]

Insurance Companies Act

1860 [Amendment]

Trust and Loan Companies Act

1861 [Amendment]

PARTIE 13

Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada

Modification de la loi

1851 [Modifications]

1852 [Modifications]

1853 [Modification]

1854 [Modification]

1855 [Modification]

1856 [Modification]

1857 [Modification]

Modifications corrélatives

Loi sur les banques

1858 [Modification]

Loi sur les associations coopératives de crédit

1859 [Modification]

Loi sur les sociétés d'assurances

1860 [Modification]

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

1861 [Modification]

PART 14

Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act

Amendments to the Act

1862 [Amendments]

1863 [Amendment]

1864 [Amendment]

1865 [Amendment]

1866 [Amendment]

1867 [Amendment]

1868 [Amendment]

1869 [Amendment]

1870 [Amendments]

1871 [Amendment]

1872 [Amendment]

1873 [Amendment]

1874 [Amendment]

1875 [Amendments]

1876 [Amendment]

1877 [Amendment]

1878 [Amendments]

1879 [Amendment]

1880 [Amendment]

1881 [Amendment]

1882 [Amendment]

PARTIE 14

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

Modification de la loi

1862 [Modifications]

1863 [Modification]

1864 [Modification]

1865 [Modification]

1866 [Modification]

1867 [Modification]

1868 [Modification]

1869 [Modification]

1870 [Modifications]

1871 [Modification]

1872 [Modification]

1873 [Modification]

1874 [Modification]

1875 [Modifications]

1876 [Modification]

1877 [Modification]

1878 [Modifications]

1879 [Modification]

1880 [Modification]

1881 [Modification]

1882 [Modification]

Consequential Amendment to the Office of the Superintendent of Financial Institutions act

1883 [Amendment]

Coming into Force

Royal assent of *Economic Action Plan 2014 Act, No. 1*

***1884** The provisions of this Part, other than sections 1874 and 1875, are deemed to have come into force immediately before the day on which the *Economic Action Plan 2014 Act, No. 1* receives royal assent.

* [Note: Sections 1874 and 1875 in force February 14, 2011, see SI/2011-13; Part 14, other than sections 1874 and 1875, in force June 18, 2014.]

2010, c. 12, s. 1884; 2014, c. 20, s. 297.

Modification corrélative à la Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières

1883 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***1884** Les dispositions de la présente partie entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note : Articles 1874 et 1875 en vigueur le 14 février 2011, voir TR/2011-13; les dispositions de la présente partie, à l'exception des articles 1874 et 1875, en vigueur le 18 juin 2014.]

2010, ch. 12, art. 1884; 2014, ch. 20, art. 297.

PART 15

Canada Post Corporation Act

1885 [Amendment]

PARTIE 15

Loi sur la Société canadienne des postes

1885 [Modification]

PART 16

Canada Deposit Insurance Corporation Act

Amendments to the Act

1886 [Amendment]

1887 [Amendment]

1888 [Amendment]

1889 [Amendment]

1890 [Amendment]

1891 [Amendment]

1892 [Amendment]

PARTIE 16

Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada

Modification de la loi

1886 [Modification]

1887 [Modification]

1888 [Modification]

1889 [Modification]

1890 [Modification]

1891 [Modification]

1892 [Modification]

Coming into Force

Subsection 245(7) of the *Budget Implementation Act, 2009*

'1893 Sections 1889 and 1890 come into force on the day on which subsection 245(7) of the *Budget Implementation Act, 2009* comes into force or, if it is later, on the day on which this Act receives royal assent.

* [Note: Sections 1889 and 1890 in force November 1, 2010, see SI/2010-80.]

PART 17

Federal Credit Unions

Bank Act

1894 [Amendments]

1895 [Amendment]

1896 [Amendment]

1897 [Amendments]

1898 [Amendment]

1899 [Amendments]

1900 [Amendment]

1901 [Amendments]

1902 [Amendment]

1903 [Amendment]

1904 [Amendment]

1905 [Amendment]

1906 [Amendment]

1907 [Amendment]

1908 [Amendment]

1909 [Amendment]

1910 [Amendment]

1911 [Amendment]

1912 [Amendment]

Entrée en vigueur

Paragraphe 245(7) de la *Loi d'exécution du budget de 2009*

'1893 Les articles 1889 et 1890 entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur du paragraphe 245(7) de la *Loi d'exécution du budget de 2009* ou, si elle est postérieure, à la date de sanction de la présente loi.

* [Note : Articles 1889 et 1890 en vigueur le 1^{er} novembre 2010, voir TR/2010-80.]

PARTIE 17

Coopératives de crédit fédérales

Loi sur les banques

1894 [Modifications]

1895 [Modification]

1896 [Modification]

1897 [Modifications]

1898 [Modification]

1899 [Modifications]

1900 [Modification]

1901 [Modifications]

1902 [Modification]

1903 [Modification]

1904 [Modification]

1905 [Modification]

1906 [Modification]

1907 [Modification]

1908 [Modification]

1909 [Modification]

1910 [Modification]

1911 [Modification]

1912 [Modification]

1913 [Amendment]	1913 [Modification]
1914 [Amendment]	1914 [Modification]
1915 [Amendment]	1915 [Modification]
1916 [Amendment]	1916 [Modification]
1917 [Amendment]	1917 [Modification]
1918 [Amendment]	1918 [Modification]
1919 [Amendment]	1919 [Modification]
1920 [Amendment]	1920 [Modification]
1921 [Amendment]	1921 [Modification]
1922 [Amendment]	1922 [Modification]
1923 [Amendment]	1923 [Modification]
1924 [Amendment]	1924 [Modification]
1925 [Amendments]	1925 [Modifications]
1926 [Amendment]	1926 [Modification]
1927 [Amendment]	1927 [Modification]
1928 [Amendment]	1928 [Modification]
1929 [Amendment]	1929 [Modification]
1930 [Amendment]	1930 [Modification]
1931 [Amendment]	1931 [Modification]
1932 [Amendment]	1932 [Modification]
1933 [Amendment]	1933 [Modification]
1934 [Amendments]	1934 [Modifications]
1935 [Amendments]	1935 [Modifications]
1936 [Amendment]	1936 [Modification]
1937 [Amendment]	1937 [Modification]
1938 [Amendment]	1938 [Modification]
1939 [Amendment]	1939 [Modification]
1940 [Amendments]	1940 [Modifications]
1941 [Amendment]	1941 [Modification]
1942 [Amendments]	1942 [Modifications]

1943 [Amendment]	1943 [Modification]
1944 [Amendments]	1944 [Modifications]
1945 [Amendment]	1945 [Modification]
1946 [Amendment]	1946 [Modification]
1947 [Amendment]	1947 [Modification]
1948 [Amendment]	1948 [Modification]
1949 [Amendments]	1949 [Modifications]
1950 [Amendments]	1950 [Modifications]
1951 [Amendment]	1951 [Modification]
1952 [Amendment]	1952 [Modification]
1953 [Amendments]	1953 [Modifications]
1954 [Amendment]	1954 [Modification]
1955 [Amendments]	1955 [Modifications]
1956 [Amendment]	1956 [Modification]
1957 [Amendment]	1957 [Modification]
1958 [Amendments]	1958 [Modifications]
1959 [Amendment]	1959 [Modification]
1960 [Amendment]	1960 [Modification]
1961 [Amendments]	1961 [Modifications]
1962 [Amendments]	1962 [Modifications]
1963 [Amendments]	1963 [Modifications]
1964 [Amendments]	1964 [Modifications]
1965 [Amendments]	1965 [Modifications]
1966 [Amendment]	1966 [Modification]
1967 [Amendment]	1967 [Modification]
1968 [Amendment]	1968 [Modification]
1969 [Amendment]	1969 [Modification]
1970 [Amendment]	1970 [Modification]
1971 [Amendment]	1971 [Modification]
1972 [Amendments]	1972 [Modifications]

1973 [Amendment]	1973 [Modification]
1974 [Amendment]	1974 [Modification]
1975 [Amendments]	1975 [Modifications]
1976 [Amendments]	1976 [Modifications]
1977 [Amendments]	1977 [Modifications]
1978 [Amendment]	1978 [Modification]
1979 [Amendment]	1979 [Modification]
1980 [Amendment]	1980 [Modification]
1981 [Amendment]	1981 [Modification]
1982 [Amendment]	1982 [Modification]
1983 [Amendment]	1983 [Modification]
1984 [Amendment]	1984 [Modification]
1985 [Amendment]	1985 [Modification]
1986 [Amendment]	1986 [Modification]
1987 [Amendment]	1987 [Modification]
1988 [Amendment]	1988 [Modification]
1989 [Amendment]	1989 [Modification]
1990 [Amendment]	1990 [Modification]
1991 [Amendment]	1991 [Modification]
1992 [Amendment]	1992 [Modification]
1993 [Amendments]	1993 [Modifications]
1994 [Amendment]	1994 [Modification]
1995 [Amendment]	1995 [Modification]
1996 [Amendment]	1996 [Modification]
1997 [Amendment]	1997 [Modification]
1998 [Amendments]	1998 [Modifications]
1999 [Amendment]	1999 [Modification]
2000 [Amendments]	2000 [Modifications]
2001 [Amendment]	2001 [Modification]
2002 [Amendments]	2002 [Modifications]

2003 [Amendment]	2003 [Modification]
2004 [Amendment]	2004 [Modification]
2005 [Amendments]	2005 [Modifications]
2006 [Amendment]	2006 [Modification]
2007 [Amendments]	2007 [Modifications]
2008 [Amendments]	2008 [Modifications]
2009 [Amendments]	2009 [Modifications]
2010 [Amendment]	2010 [Modification]
2011 [Amendment]	2011 [Modification]
2012 [Amendment]	2012 [Modification]
2013 [Amendment]	2013 [Modification]
2014 [Amendment]	2014 [Modification]
2015 [Amendment]	2015 [Modification]
2016 [Amendment]	2016 [Modification]
2017 [Amendments]	2017 [Modifications]
2018 [Amendments]	2018 [Modifications]
2019 [Amendment]	2019 [Modification]
2020 [Amendment]	2020 [Modification]
2021 [Amendments]	2021 [Modifications]
2022 [Amendment]	2022 [Modification]
2023 [Amendment]	2023 [Modification]
2024 [Amendment]	2024 [Modification]
2025 [Amendment]	2025 [Modification]
2026 [Amendment]	2026 [Modification]
2027 [Amendments]	2027 [Modifications]
2028 [Amendment]	2028 [Modification]
2029 [Amendment]	2029 [Modification]
2030 [Amendment]	2030 [Modification]
2031 [Amendment]	2031 [Modification]
2032 [Amendment]	2032 [Modification]

2033 [Amendment]	2033 [Modification]
2034 [Amendment]	2034 [Modification]
2035 [Amendments]	2035 [Modifications]
2036 [Amendment]	2036 [Modification]
2037 [Amendments]	2037 [Modifications]
2038 [Amendment]	2038 [Modification]
2039 [Amendment]	2039 [Modification]
2040 [Amendments]	2040 [Modifications]
2041 [Amendments]	2041 [Modifications]
2042 [Amendment]	2042 [Modification]
2043 [Amendments]	2043 [Modifications]
2044 [Amendments]	2044 [Modifications]
2045 [Amendment]	2045 [Modification]
2046 [Amendment]	2046 [Modification]
2047 [Amendments]	2047 [Modifications]
2048 [Amendment]	2048 [Modification]
2049 [Amendment]	2049 [Modification]
2050 [Amendments]	2050 [Modifications]
2051 [Amendment]	2051 [Modification]
2052 [Amendment]	2052 [Modification]
2053 [Amendment]	2053 [Modification]
2054 [Amendment]	2054 [Modification]
2055 [Amendment]	2055 [Modification]
2056 [Amendment]	2056 [Modification]
2057 [Amendment]	2057 [Modification]
2058 [Amendment]	2058 [Modification]
2059 [Amendment]	2059 [Modification]
2060 [Amendment]	2060 [Modification]
2061 [Amendment]	2061 [Modification]
2062 [Amendment]	2062 [Modification]

2063 [Amendment]	2063 [Modification]
2064 [Amendment]	2064 [Modification]
2065 [Amendment]	2065 [Modification]
2066 [Amendment]	2066 [Modification]
2067 [Amendment]	2067 [Modification]
2068 [Amendments]	2068 [Modifications]
2069 [Amendments]	2069 [Modifications]
2070 [Amendment]	2070 [Modification]
2071 [Amendments]	2071 [Modifications]
2072 [Amendment]	2072 [Modification]
2073 [Amendment]	2073 [Modification]
2074 [Amendment]	2074 [Modification]
2075 [Amendment]	2075 [Modification]
2076 [Amendments]	2076 [Modifications]
2077 [Amendment]	2077 [Modification]
2078 [Amendments]	2078 [Modifications]
2079 [Amendment]	2079 [Modification]
2080 [Amendment]	2080 [Modification]
2081 [Amendment]	2081 [Modification]
2082 [Amendment]	2082 [Modification]
2083 [Amendment]	2083 [Modification]
2084 [Amendment]	2084 [Modification]
2085 [Amendments]	2085 [Modifications]
2086 [Amendment]	2086 [Modification]
2087 [Amendments]	2087 [Modifications]
2088 [Amendment]	2088 [Modification]
2089 [Amendments]	2089 [Modifications]
2090 [Amendments]	2090 [Modifications]
2091 [Amendment]	2091 [Modification]
2092 [Amendment]	2092 [Modification]

2093 [Amendments]

Canada Deposit Insurance Corporation Act

2094 [Amendments]

2095 [Amendment]

2096 [Amendment]

2097 [Amendment]

2098 [Amendment]

2099 [Amendment]

2100 [Amendment]

2101 [Amendment]

2102 [Amendment]

2103 [Amendment]

2104 [Amendment]

2105 [Amendment]

2106 [Amendments]

2107 [Amendments]

Income Tax Act

2108 [Amendment]

2109 [Amendments]

Related Amendments

Bank of Canada Act

2110 [Amendment]

2111 [Amendment]

2112 [Amendment]

Canada Cooperatives Act

2113 [Amendment]

2093 [Modifications]

Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada

2094 [Modifications]

2095 [Modification]

2096 [Modification]

2097 [Modification]

2098 [Modification]

2099 [Modification]

2100 [Modification]

2101 [Modification]

2102 [Modification]

2103 [Modification]

2104 [Modification]

2105 [Modification]

2106 [Modifications]

2107 [Modifications]

Loi de l'impôt sur le revenu

2108 [Modification]

2109 [Modifications]

Modifications connexes

Loi sur la Banque du Canada

2110 [Modification]

2111 [Modification]

2112 [Modification]

Loi canadienne sur les coopératives

2113 [Modification]

Cooperative Credit Associations Act	Loi sur les associations coopératives de crédit
2114 [Amendment]	2114 [Modification]
2115 [Amendments]	2115 [Modifications]
Financial Consumer Agency of Canada Act	Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada
2116 [Amendment]	2116 [Modification]
Insurance Companies Act	Loi sur les sociétés d'assurances
2117 [Amendment]	2117 [Modification]
2118 [Amendment]	2118 [Modification]
2119 [Amendment]	2119 [Modification]
2120 [Amendment]	2120 [Modification]
2121 [Amendment]	2121 [Modification]
Office of the Superintendent of Financial Institutions Act	Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières
2122 [Amendment]	2122 [Modification]
Trust and Loan Companies Act	Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt
2123 [Amendment]	2123 [Modification]
2124 [Amendment]	2124 [Modification]
2125 [Amendment]	2125 [Modification]
Winding-up and Restructuring Act	Loi sur les liquidations et les restructurations
2126 [Amendment]	2126 [Modification]
2127 [Amendment]	2127 [Modification]
2128 [Amendment]	2128 [Modification]
2129 [Amendment]	2129 [Modification]
2130 [Amendment]	2130 [Modification]
2131 [Amendment]	2131 [Modification]
2132 [Amendment]	2132 [Modification]

2133 [Amendments]

2133 [Modifications]

2134 [Amendment]

2134 [Modification]

Coordinating Amendments

Dispositions de coordination

2135 [Amendments]

2135 [Modifications]

Coming into Force

Entrée en vigueur

Order in council

'2136 The provisions of this Part come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 1894 to 2135 in force December 19, 2012, see SI/2012-99.]

Décret

'2136 Les dispositions de la présente partie entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note: Articles 1894 à 2135 en vigueur le 19 décembre 2012, voir TR/2012-99.]

PART 18

Atomic Energy of Canada Limited

Reorganization and Divestiture

PARTIE 18

Énergie atomique du Canada limitée

Réorganisation et dessaisissement

Definitions

2137 (1) The following definitions apply in this Part.

AECL means Atomic Energy of Canada Limited.
(EACL)

assets includes

(a) in relation to an entity, the securities of another entity held by, on behalf of or in trust for the entity; and

(b) intangible property. **(actifs)**

Minister means the Minister of Natural Resources. **(ministre)**

security means

(a) in relation to a corporation, a share of any class or series of shares or a debt obligation of the corporation, and includes any conversion or exchange privilege, option or other right to acquire a share or debt obligation of the corporation; and

Définitions

2137 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

actifs S'entend notamment :

a) s'agissant d'une entité, des titres d'une autre entité qu'elle détient ou qui sont détenus en son nom ou en fiducie pour elle;

b) de biens incorporels. **(assets)**

EACL Énergie atomique du Canada limitée. **(AECL)**

ministre Le ministre des Ressources naturelles. **(Minister)**

titre

a) S'agissant d'une personne morale, action de toute catégorie ou série ou titre de créance sur la personne morale, y compris les priviléges de conversion ou d'échange et les options ou autres droits d'achat d'actions ou de titres de créance;

(b) in relation to any other entity, any ownership interest in or debt obligation of the entity and includes any conversion or exchange privilege, option or other right to acquire an ownership interest or debt obligation of the entity. (*titre*)

Interpretation

(2) In this Part *corporation*, *share* and *wholly-owned subsidiary* have the same meaning as in subsection 83(1) of the *Financial Administration Act*.

Interpretation

(3) Unless a contrary intention appears, words and expressions used in this Part have the same meaning as in the *Canada Business Corporations Act*.

Inconsistency

(4) In the event of any inconsistency between this Part and the *Canada Business Corporations Act* or anything issued, made or established under that Act, this Part prevails to the extent of the inconsistency.

Operation of *Competition Act*

(5) Nothing in, or done under the authority of, this Part affects the operation of the *Competition Act* in respect of the acquisition of any interest in an entity.

Purpose

2138 The purpose of this Part is to authorize a number of measures for the reorganization and divestiture of all or any part of AECL's business.

Authority to sell shares, etc.

2139 (1) The Minister may, with the approval of the Governor in Council and on any terms that the Governor in Council considers appropriate,

(a) despite section 11 of the *Nuclear Energy Act*, sell or otherwise dispose of some or all of the securities of AECL;

(b) procure an addition to, or other material change in, the objects or purposes for which AECL is incorporated or the restrictions on the businesses or activities that it may carry on, as set out in its articles;

b) s'agissant de toute autre entité, titre de participation dans l'entité ou titre de créance sur celle-ci, y compris les priviléges de conversion ou d'échange et les options ou autres droits d'achat de titres de participation ou de titres de créances. (*security*)

Terminologie

(2) Dans la présente partie, *action*, *filiale à cent pour cent* et *personne morale* s'entendent au sens du paragraphe 83(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Terminologie

(3) Sauf indication contraire, les termes de la présente partie s'entendent au sens de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Incompatibilité

(4) Les dispositions de la présente partie l'emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, de ses textes d'application et de toute mesure prise sous son régime.

Application de la *Loi sur la concurrence*

(5) Ni la présente partie ni les mesures prises sous son régime n'ont pour effet de porter atteinte à l'application de la *Loi sur la concurrence* à l'égard de l'acquisition d'intérêts dans une entité.

Objet

2138 La présente partie a pour objet d'autoriser la prise de diverses mesures visant la réorganisation et le dessaisissement de tout ou partie de l'entreprise d'AECL.

Autorisation de vendre des titres, etc.

2139 (1) Le ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil et conformément aux conditions que celui-ci estime indiquées :

a) malgré l'article 11 de la *Loi sur l'énergie nucléaire*, disposer, notamment par vente, de tout ou partie des titres d'AECL;

b) faire apporter une adjonction ou toute autre modification importante aux buts pour lesquels AECL a été constituée ou aux restrictions à l'égard des activités commerciales et autres qu'elle peut exercer, tels qu'ils figurent dans ses statuts;

- (c) procure the amalgamation of AECL; or
- (d) procure the dissolution of AECL.

Additional powers

(2) The Minister may do anything or cause anything to be done that is necessary for, or incidental to, a measure approved under subsection (1).

Authority with respect to entities

2140 (1) The Minister may, with the approval of the Governor in Council and on any terms that the Governor in Council considers appropriate,

- (a) procure the incorporation of a corporation, securities of which, on incorporation, would be held by, on behalf of or in trust for, Her Majesty in right of Canada and sell or otherwise dispose of some or all of the securities of the corporation;
- (b) procure the formation of any other entity, securities of which, on formation, would be held by, on behalf of or in trust for, Her Majesty in right of Canada and sell or otherwise dispose of some or all of the securities of the entity;
- (c) acquire securities of a corporation that, on acquisition, would be held by, on behalf of or in trust for, Her Majesty in right of Canada and sell or otherwise dispose of some or all of the securities of the corporation; and
- (d) acquire securities of any other entity that, on acquisition, would be held by, on behalf of or in trust for, Her Majesty in right of Canada and sell or otherwise dispose of some or all of the securities of the entity.

Additional powers

(2) The Minister may do anything or cause anything to be done that is necessary for, or incidental to, a measure approved under subsection (1).

Part X of the *Financial Administration Act*

(3) The Governor in Council may, by order, declare that any of the provisions of Part X of the *Financial Administration Act* do not apply to a corporation referred to in subsection (1)(a).

- c) faire fusionner EACL;
- d) faire dissoudre EACL.

Pouvoirs additionnels

(2) Le ministre peut prendre ou faire prendre toute mesure utile à la réalisation de celles approuvées au titre du paragraphe (1).

Autorisation relative aux entités

2140 (1) Le ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil et conformément aux conditions que celui-ci estime indiquées :

- a) faire constituer une personne morale dont les titres seraient détenus, au moment de la constitution, par Sa Majesté du chef du Canada, pour son compte ou en fiducie pour elle et disposer, notamment par vente, de tout ou partie de ces titres;
- b) faire constituer toute autre entité dont les titres seraient détenus, au moment de la constitution, par Sa Majesté du chef du Canada, pour son compte ou en fiducie pour elle et disposer, notamment par vente, de tout ou partie de ces titres;
- c) acquérir des titres d'une personne morale qui, au moment de l'acquisition, seraient détenus par Sa Majesté du chef du Canada, pour son compte ou en fiducie pour elle et disposer, notamment par vente, de tout ou partie de ces titres;
- d) acquérir des titres d'une entité qui, au moment de l'acquisition, seraient détenus par Sa Majesté du chef du Canada, pour son compte ou en fiducie pour elle et disposer, notamment par vente, de tout ou partie de ces titres.

Pouvoirs additionnels

(2) Le ministre peut prendre ou faire prendre toute mesure utile à la réalisation de celles approuvées au titre du paragraphe (1).

Partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*

(3) Le gouverneur en conseil peut, par décret, déclarer que telles dispositions de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ne s'appliquent pas à une personne morale visée à l'alinéa (1)a).

Authority

2141 (1) AECL, a corporation referred to in paragraph 2140(1)(a), any other entity referred to in paragraph 2140(1)(b) or any one of their wholly-owned subsidiaries or wholly-owned entities may, with the approval of the Governor in Council and on any terms that the Governor in Council considers appropriate,

- (a) sell or otherwise dispose of some or all of its assets;**
- (b) sell or otherwise dispose of some or all of its liabilities;**
- (c) issue securities and sell or otherwise dispose of some or all of those securities;**
- (d) reorganize its capital structure;**
- (e) acquire assets of a corporation or any other entity;**
- (f) procure an addition to, or other material change in, the objects or purposes for which it is incorporated or formed or the restrictions on the businesses or activities that it may carry on, as set out in its articles or constituting documents;**
- (g) procure the incorporation of a corporation, securities of which, on incorporation, would be held by, on behalf of or in trust for, the entity that procures the incorporation;**
- (h) procure the formation of any other entity, securities of which, on formation, would be held by, on behalf of or in trust for, the entity that procures the formation;**
- (i) acquire securities of a corporation or any other entity that, on acquisition, would be held by, on behalf of or in trust for, the entity that acquires the securities;**
- (j) sell or otherwise dispose of some or all of the securities of a corporation or any other entity that are held by, on behalf of or in trust for, the entity that sells or otherwise disposes of the securities;**
- (k) procure its amalgamation or the amalgamation of any of its wholly-owned subsidiaries;**
- (l) procure its dissolution or the dissolution of any of its wholly-owned subsidiaries; or**

Autorisations

2141 (1) Avec l'approbation du gouverneur en conseil et conformément aux conditions que celui-ci estime indiquées, EACL, toute personne morale visée à l'alinéa 2140(1)a), toute autre entité visée à l'alinéa 2140(1)b), toute filiale à cent pour cent de l'une de celles-ci ou toute entité appartenant à cent pour cent à EACL, à la personne morale ou à l'autre entité peut prendre l'une ou l'autre des mesures suivantes :

- a) disposer, notamment par vente, de tout ou partie de ses actifs;**
- b) disposer, notamment par vente, de tout ou partie de ses obligations;**
- c) émettre des titres et disposer, notamment par vente, de tout ou partie de ceux-ci;**
- d) restructurer son capital;**
- e) acquérir des actifs d'une personne morale ou de toute autre entité;**
- f) faire apporter une adjonction ou toute autre modification importante aux buts pour lesquels elle a été constituée ou aux restrictions à l'égard des activités commerciales et autres qu'elle peut exercer, tels qu'ils figurent dans ses statuts ou documents constitutifs;**
- g) faire constituer une personne morale dont des titres seraient détenus, au moment de la constitution, par elle, pour son compte ou en fiducie pour elle;**
- h) faire constituer toute autre entité dont des titres seraient détenus, au moment de la constitution, par elle, pour son compte ou en fiducie pour elle;**
- i) acquérir des titres d'une personne morale ou de toute autre entité qui, au moment de l'acquisition, seraient détenus par elle, pour son compte ou en fiducie pour elle;**
- j) disposer, notamment par vente, de tout ou partie des titres d'une personne morale ou de toute autre entité qui sont détenus par elle, pour son compte ou en fiducie pour elle;**
- k) faire faire sa fusion ou celle de l'une ou l'autre de ses filiales à cent pour cent;**
- l) faire faire sa dissolution ou celle de l'une ou l'autre de ses filiales à cent pour cent;**

(m) do anything that is necessary for, or incidental to, a measure approved under paragraphs (a) to (l).

Additional powers

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister and on any terms that the Governor in Council considers appropriate, direct AECL, a corporation referred to in paragraph 2140(1)(a) or any other entity referred to in paragraph 2140(1)(b) to take, or cause any of its wholly-owned subsidiaries or wholly-owned entities to take, a measure referred to in subsection (1).

Limitation

(3) The Governor in Council may not issue a directive to AECL, a corporation referred to in paragraph 2140(1)(a) or any other entity referred to in paragraph 2140(1)(b)

(a) after any of its securities are sold or otherwise disposed of; or

(b) with respect to any of its wholly-owned subsidiaries or wholly-owned entities, after the wholly-owned subsidiaries or wholly-owned entities' securities are sold or otherwise disposed of.

Compliance with directive

(4) The directors of AECL or of the corporation, or persons acting in a similar capacity with respect to the entity, must comply with a directive issued by the Governor in Council. That compliance is in the best interests of AECL, the corporation or the entity, as the case may be, to whom the directive is issued.

Notification of implementation

(5) As soon as is feasible after implementing a directive and completing any actions that are required to be taken in connection with that implementation, AECL, the corporation or the entity must notify the Minister that it has done so.

Non-application of *Statutory Instruments Act*

2142 The *Statutory Instruments Act* does not apply to a directive.

Tabling in Parliament

2143 (1) The Minister is to cause a copy of a directive to be laid before each House of

m) prendre toute mesure utile à la réalisation de celles approuvées au titre des alinéas a) à l).

Directives

(2) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut ordonner à EACL, à une personne morale visée à l'alinéa 2140(1)a) ou à toute autre entité visée à l'alinéa 2140(1)b) de prendre toute mesure visée au paragraphe (1) ou de faire prendre une telle mesure par l'une de ses filiales à cent pour cent ou entités lui appartenant à cent pour cent. Il peut assortir cet ordre des conditions qu'il estime indiquées.

Restriction

(3) Le gouverneur en conseil ne peut donner d'ordres à EACL, à une personne morale visée à l'alinéa 2140(1)a) ou à toute autre entité visée à l'alinéa 2140(1)b) :

a) après la disposition de tout ou partie de ses titres, notamment par vente;

b) relativement à l'une de ses filiales à cent pour cent ou des entités lui appartenant à cent pour cent, après la disposition de tout ou partie des titres de celle-ci, notamment par vente.

Observation des instructions

(4) Les administrateurs d'EACL ou de la personne morale et les personnes agissant en cette qualité relativement à l'entité, selon le cas, sont tenus de respecter les ordres. Ce faisant, ils agissent au mieux des intérêts d'EACL, de la personne morale ou de l'entité.

Avis

(5) Dès que possible après avoir exécuté les ordres et pris toute mesure connexe, EACL, la personne morale ou l'entité, selon le cas, en avise le ministre.

Non-application de la *Loi sur les textes réglementaires*

2142 La *Loi sur les textes réglementaires* ne s'applique pas aux ordres.

Dépôt devant le Parlement

2143 (1) Le ministre fait déposer le texte des ordres devant chaque chambre du Parlement

Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after the day on which the directive is issued.

Exception – detrimental information

(2) However, if the Minister is of the opinion that publishing information contained in the directive would be detrimental to Canada's interests or the commercial interests of AECL or the corporation or other entity to whom the directive is issued, as the case may be, the Minister is to cause a copy of the directive to be laid before each House of Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after the day on which he or she is notified that the directive has been implemented.

Consultation

(3) The Minister must consult the board of directors of AECL or the corporation, or the person or group of persons acting in a similar capacity for the entity, before forming an opinion whether publishing information contained in the directive would be detrimental.

Application of proceeds of disposition

2144 AECL or a corporation or other entity referred to in subsection 2141(1) must pay the proceeds from the sale or other disposition of any assets, securities or liabilities under that subsection to the Receiver General.

Financial Administration Act

2145 Sections 89, 90 and 91 and subsection 99(2) of the *Financial Administration Act* do not apply to any measure referred to in sections 2139 to 2141.

Appropriation

2146 On the requisition of the Minister and with the concurrence of the Minister of Finance, there may be paid out of the Consolidated Revenue Fund any amount that is required to carry out a measure referred to in sections 2139 to 2141.

Canadian Nuclear Laboratories Ltd.

Not an agent

2147 Canadian Nuclear Laboratories Ltd., a corporation incorporated under the *Canada*

dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant la date où ceux-ci sont donnés.

Exception – intérêts préjudiciables

(2) Cependant, si le ministre est d'avis que la publication de renseignements contenus dans les ordres nuirait aux intérêts du Canada ou aux intérêts commerciaux d'EACL ou de la personne morale ou de l'autre entité à qui ils ont été donnés, selon le cas, il en fait déposer le texte devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant le jour où il est avisé de leur exécution.

Consultations

(3) Avant de se faire une opinion sur les effets préjudiciables de la publication des renseignements contenus dans les ordres, le ministre consulte le conseil d'administration d'EACL ou de la personne morale ou, s'agissant de toute autre entité, la ou les personnes agissant en cette qualité.

Affectation du produit de disposition

2144 EACL ou la personne morale ou l'autre entité visée au paragraphe 2141(1), selon le cas, est tenue de verser au receveur général le produit de toute disposition, notamment par vente, des titres, des actifs et des obligations visés à ce paragraphe.

Loi sur la gestion des finances publiques

2145 Les articles 89, 90 et 91 et le paragraphe 99(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ne s'appliquent pas aux mesures visées aux articles 2139 à 2141.

Prélèvement de sommes

2146 À la demande du ministre et avec l'agrément du ministre des Finances, peuvent être prélevées sur le Trésor les sommes nécessaires à l'exécution de toute mesure visée aux articles 2139 à 2141.

Laboratoires Nucléaires Canadiens Ltée

Société non mandataire

2147 La société Laboratoires Nucléaires Canadiens Ltée, constituée le 30 mai 2014 sous le

Business Corporations Act on May 30, 2014, is not an agent of Her Majesty in right of Canada.

2010, c. 12, s. 2147; 2014, c. 39, s. 378.

Deeming on sale or disposition

2148 (1) A sale or other disposition by AECL of the securities of Canadian Nuclear Laboratories Ltd. under paragraph 2141(1)(j) is deemed to be a transfer or divestiture of the administration of a service to which subsection 40.1(1) of the *Public Service Superannuation Act* applies. On the day on which the sale or disposition occurs,

(a) every employee of Canadian Nuclear Laboratories Ltd. is deemed to be a contributor to whom that subsection 40.1(1) applies; and

(b) Canadian Nuclear Laboratories Ltd. is deemed to be the person, referred to in that subsection 40.1(1), to whom the service is transferred or divested who becomes the employer of the employees.

Transitional period

(2) Canadian Nuclear Laboratories Ltd. forms part of the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act*, as if the Treasury Board had so directed under paragraph 40.1(2)(a) of that Act, for a period of three years beginning on the day on which the sale or other disposition referred to in subsection (1) takes place.

Monthly payments

(3) As a condition of remaining part of the public service, Canadian Nuclear Laboratories Ltd. must make monthly payments into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund of the amounts determined in accordance with section 9 of the *Public Service Superannuation Regulations*.

Not required to contribute

(4) An individual who becomes, or again becomes, an employee of Canadian Nuclear Laboratories Ltd. after the day on which the sale or other disposition referred to in subsection (1) takes place is not required to contribute under section 5 of the *Public Service Superannuation Act* during the period referred to in subsection (2).

régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, n'est pas un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.

2010, ch. 12, art. 2147; 2014, ch. 39, art. 378.

Cession réputée

2148 (1) La disposition, notamment par vente, des titres de Laboratoires Nucléaires Canadiens Ltée par EACL, au titre de l'alinéa 2141(1)j), est réputée être une cession de l'administration d'un service pour l'application du paragraphe 40.1(1) de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et elle entraîne les conséquences ci-après le jour de la disposition :

a) les employés de Laboratoires Nucléaires Canadiens Ltée sont réputés être des contribuuteurs pour l'application du paragraphe 40.1(1) de cette loi;

b) la société Laboratoires Nucléaires Canadiens Ltée est réputée être le cessionnaire visé à ce paragraphe 40.1(1) et devenir l'employeur des employés.

Période de transition

(2) Pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, Laboratoires Nucléaires Canadiens Ltée fait partie de la fonction publique, comme si le Conseil du Trésor l'avait ordonné en vertu de l'alinéa 40.1(2)a) de cette loi, pour une période de trois ans à compter de la date de la disposition visée au paragraphe (1).

Paiements mensuels

(3) Pour continuer de faire partie de la fonction publique, Laboratoires Nucléaires Canadiens Ltée est tenue de verser mensuellement, au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique, les montants déterminés conformément à l'article 9 du *Règlement sur la pension de la fonction publique*.

Contributions non obligatoires

(4) La personne qui, après le jour de la disposition visée au paragraphe (1), devient ou redévient un employé de Laboratoires Nucléaires Canadiens Ltée n'est pas, au cours de la période visée au paragraphe (2), tenue de verser les contributions prévues à l'article 5 de la *Loi sur la pension de la fonction publique*.

For greater certainty

(5) For greater certainty, regulations may be made under paragraph 42.1(1)(u) of the *Public Service Superannuation Act* with respect to the employees who are deemed to be contributors under paragraph (1)(a).

2010, c. 12, s. 2148; 2014, c. 39, s. 379.

Public Service Superannuation Act

2148.1 [Amendment]

PART 19

Participant Funding Programs

National Energy Board Act

2149 [Amendment]

Nuclear Safety and Control Act

2150 [Amendments]

2151 [Amendments]

PART 20

Environmental Assessment

Canadian Environmental Assessment Act

Amendments to the Act

2152 [Amendment]

2153 [Amendment]

2154 [Amendment]

2155 [Amendment]

2156 [Amendment]

2157 [Amendments]

2158 [Amendment]

Précision

(5) Il est entendu que des règlements peuvent être pris en application de l'alinéa 42.1(1)u) de la *Loi sur la pension de la fonction publique* à l'égard des employés réputés être des contribu-teurs en application de l'alinéa (1)a).

2010, ch. 12, art. 2148; 2014, ch. 39, art. 379.

Loi sur la pension de la fonction publique

2148.1 [Modification]

PARTIE 19

Programmes d'aide financière

Loi sur l'Office national de l'énergie

2149 [Modification]

Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires

2150 [Modifications]

2151 [Modifications]

PARTIE 20

Évaluation environnementale

Loi canadienne sur l'évaluation environnementale

Modification de la loi

2152 [Modification]

2153 [Modification]

2154 [Modification]

2155 [Modification]

2156 [Modification]

2157 [Modifications]

2158 [Modification]

2159 [Amendments]

2159 [Modifications]

2160 [Amendment]

2160 [Modification]

2161 [Amendment]

2161 [Modification]

Transitional Provisions

2162 [Transitional Provision]

2162 [Disposition transitoire]

2163 [Transitional Provision]

2163 [Disposition transitoire]

Exclusion List Regulations, 2007

Règlement de 2007 sur la liste d'exclusion

2164 [Amendment]

2164 [Modification]

2165 [Amendment]

2165 [Modification]

2166 [Amendment]

2166 [Modification]

Regulations Amending the Exclusion List Regulations, 2007

Règlement modifiant le Règlement de 2007 sur la liste d'exclusion

2167 [Amendment]

2167 [Modification]

2168 [Amendment]

2168 [Modification]

2169 [Amendment]

2169 [Modification]

2170 [Amendment]

2170 [Modification]

Infrastructure Projects Environmental Assessment Adaptation Regulations

Règlement visant à adapter le processus d'évaluation environnementale des projets d'infrastructure

2171 [Repeal]

2171 [Abrogation]

PART 21

Canada Labour Code

Amendments to the Act

2172 [Repealed before coming into force, 2017, c. 20, s. 399]

PARTIE 21

Code canadien du travail

Modification de la loi

2172 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2017, ch. 20, art. 399]

2173 [Repealed before coming into force, 2017, c. 20, s. 399]

2173 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2017, ch. 20, art. 399]

2174 [Repealed before coming into force, 2017, c. 20, s. 399]

2175 [Repealed before coming into force, 2017, c. 20, s. 399]

2176 [Repealed before coming into force, 2017, c. 20, s. 399]

2177 [Repealed before coming into force, 2017, c. 20, s. 399]

Transitional Provision

2178 [Transitional Provision]

Coming into Force

Order in council

'2179 Sections 2172 to 2177 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 2172 to 2177 repealed before coming into force, see 2017, c. 20, s. 399.]

PART 22

Payments to Certain Entities

Canadian Youth Business Foundation

Maximum payment of \$10,000,000

2180 There may be paid out of the Consolidated Revenue Fund, on the requisition of the Minister of Industry, a sum not exceeding ten million dollars to the Canadian Youth Business Foundation for its use

Genome Canada

Maximum payment of \$75,000,000

2181 There may be paid out of the Consolidated Revenue Fund, on the requisition of the Minister of Industry, a sum not exceeding seventy-five million dollars to Genome Canada for its use.

2174 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2017, ch. 20, art. 399]

2175 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2017, ch. 20, art. 399]

2176 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2017, ch. 20, art. 399]

2177 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2017, ch. 20, art. 399]

Disposition transitoire

2178 [Disposition transitoire]

Entrée en vigueur

Décret

'2179 Les articles 2172 à 2177 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note : Articles 2172 à 2177 abrogés avant d'entrer en vigueur, voir 2017, ch. 20, art. 399.]

PARTIE 22

Paiements à certaines entités

Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs

Paiement maximal de 10 000 000 \$

2180 À la demande du ministre de l'Industrie, peut être payée sur le Trésor à la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs, à son usage, une somme n'excédant pas dix millions de dollars.

Génome Canada

Paiement maximal de 75 000 000 \$

2181 À la demande du ministre de l'Industrie, peut être payée sur le Trésor à Génome Canada, à son usage, une somme n'excédant pas soixantequinze millions de dollars.

Pathways to Education Canada

Maximum payment of \$20,000,000

2182 There may be paid out of the Consolidated Revenue Fund, on the requisition of the Minister of Human Resources and Skills Development, a sum not exceeding twenty million dollars to Pathways to Education Canada for its use.

Rick Hansen Foundation

Maximum payment of \$13,500,000

2183 There may be paid out of the Consolidated Revenue Fund, on the requisition of the Minister of Western Economic Diversification, a sum not exceeding thirteen million, five hundred thousand dollars to the Rick Hansen Foundation for its use.

PART 23

Telecommunications Act

2184 [Amendments]

PART 24

Employment Insurance Financing

Employment Insurance Act

Amendments to the Act

2185 [Amendment]

2186 [Amendment]

2187 [Amendment]

2188 [Amendment]

2189 [Amendment]

2190 [Amendment]

2191 [Amendment]

2192 [Amendment]

2193 [Amendment]

Passeport pour ma réussite Canada

Paiement maximal de 20 000 000 \$

2182 À la demande du ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, peut être payée sur le Trésor à Passeport pour ma réussite Canada, à son usage, une somme n'excédant pas vingt millions de dollars.

Fondation Rick Hansen

Paiement maximal de 13 500 000 \$

2183 À la demande du ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, peut être payée sur le Trésor à la Fondation Rick Hansen, à son usage, une somme n'excédant pas treize millions cinq cent mille dollars.

PARTIE 23

Loi sur les télécommunications

2184 [Modifications]

PARTIE 24

Financement de l'assurance-emploi

Loi sur l'assurance-emploi

Modification de la loi

2185 [Modification]

2186 [Modification]

2187 [Modification]

2188 [Modification]

2189 [Modification]

2190 [Modification]

2191 [Modification]

2192 [Modification]

2193 [Modification]

2194 [Amendment]

Transitional Provisions

2195 [Transitional Provision]

2196 [Transitional Provision]

2197 [Transitional Provision]

2198 [Transitional Provision]

2199 [Transitional Provision]

2200 [Transitional Provision]

Consequential Amendments

Department of Human Resources and Skills Development Act

2201 [Amendment]

Employment Insurance Regulations

2202 [Amendment]

2203 [Amendment]

Budget Implementation Act, 2008

2204 [Amendments]

2205 [Amendment]

2206 [Amendment]

Canada Employment Insurance Financing Board Act

2207 [Amendment]

Coming into Force

January 1, 2009

***2208 (1)** Sections 2185 to 2187 and 2190 to 2194 are deemed to have come into force on January 1, 2009.

2194 [Modification]

Dispositions transitoires

2195 [Disposition transitoire]

2196 [Disposition transitoire]

2197 [Disposition transitoire]

2198 [Disposition transitoire]

2199 [Disposition transitoire]

2200 [Disposition transitoire]

Modifications corrélatives

Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences

2201 [Modification]

Règlement sur l'assurance-emploi

2202 [Modification]

2203 [Modification]

Loi d'exécution du budget de 2008

2204 [Modifications]

2205 [Modification]

2206 [Modification]

Loi sur l'Office de financement de l'assurance-emploi du Canada

2207 [Modification]

Entrée en vigueur

1^{er} janvier 2009

***2208 (1)** Les articles 2185 à 2187 et 2190 à 2194 sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

2008, c. 28.

(2) Section 2188 comes into force on the day on which section 127 of the *Budget Implementation Act, 2008* comes into force.

* [Note: Section 2188 not in force.]

2008, ch. 28.

(2) L'article 2188 entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 127 de la *Loi d'exécution du budget de 2008*.

* [Note : Article 2188 non en vigueur.]

SCHEDULE 1

(Section 1642)

[Amendments]

ANNEXE 1

(article 1642)

[Modifications]

SCHEDULE 2

(Section 1644)

[Amendments]

ANNEXE 2

(article 1644)

[Modifications]

SCHEDULE 3

(Section 2161)

[Amendment]

ANNEXE 3

(article 2161)

[Modification]

RELATED PROVISIONS

— 2012, c. 31, s. 96

96 The *Input Tax Credit Allocation Methods (GST/HST) Regulations* are deemed

- (a) to have been made under section 277 of the *Excise Tax Act*;
- (b) for the purposes of subsection 5(1) of the *Statutory Instruments Act*, to have been transmitted to the Clerk of the Privy Council for registration; and
- (c) to have met the publication requirements of subsection 11(1) of the *Statutory Instruments Act*.

DISPOSITIONS CONNEXES

— 2012, ch. 31, art. 96

96 Le Règlement sur les méthodes d'attribution des crédits de taxe sur les intrants (TPS/TVH) est réputé, à la fois :

- a) avoir été pris en vertu de l'article 277 de la *Loi sur la taxe d'accise*;
- b) pour l'application du paragraphe 5(1) de la *Loi sur les textes réglementaires*, avoir été transmis au greffier du Conseil privé pour enregistrement;
- c) avoir rempli les exigences de publication prévues au paragraphe 11(1) de la *Loi sur les textes réglementaires*.